



**PARLAMERICAS
AU-DELÀ DES MURS DU
PARLEMENT**

**RENFORCER LE CONTRÔLE
PARLEMENTAIRE POUR
PROMOUVOIR L'OUVERTURE ET
CONTRER LA CORRUPTION**

FOLEY
FOLEY & LARDNER LLP

Aspects centraux des régimes de conformité anti-corruption dans le secteur privé

- Les entités du secteur privé mettent en place des programmes de conformité basés sur des processus, des procédures, des systèmes et des contrôles (ex. : procédures conçues pour empêcher les employés corrompus d'enfreindre les politiques et la loi)

Exemples

- Contrôles empêchant l'argent de sortir de l'entreprise lors de transactions présentant un risque de corruption sans approbation de conformité
- Plusieurs approbations par différentes fonctions pour les transactions à haut risque
- Charge de travail applicable empêchant les dépenses pour les fonctionnaires étrangers sans approbation de conformité préalable
- Diligence raisonnable officielle fondée sur le risque par des tiers intermédiaires (indépendants, agents, consultants)

Aspects centraux des régimes de conformité anti-corruption dans le secteur privé

- « Nous misons sur des gens biens » ne fonctionne pas
 - Les entités éminentes du secteur privé rejettent les programmes de conformité basés **uniquement** sur des politiques et des formations et sur la **supposition** que les employés bien formés respecteront la loi
 - Elles **testent l'efficacité** de leurs politiques, procédures et formations :
 - Audits réguliers sur des questions de lutte contre la corruption;
 - Contrôle ponctuels des processus de conformité anti-corruption dans les juridictions à haut risque

Aspects centraux de la législation anti-corruption pour la juridiction nationale et extraterritoriale

Dispositions principales de la législation anti-corruption

■ Disposition anti-corruption

- Criminaliser le paiement ou la proposition de paiement ou de tout objet de valeur à un fonctionnaire étranger partout dans le monde où le but du paiement est d'influencer la décision d'un fonctionnaire ou de sécuriser un avantage indu afin d'obtenir ou de conserver un avantage commercial



■ Disposition sur le contrôle interne et des livres & registres

- Oblige les entités publiques à remplir certains critères concernant leurs pratiques comptables, leurs livres et registres, et de contrôles internes



Aspects centraux de la législation sur la lutte contre la corruption pour la juridiction nationale et extraterritoriale

Dispositions principales de la législation anti-corruption

- Portée extraterritoriale
 - La législation sur la lutte contre la corruption doit donner la compétence aux autorités locales d'enquêter et de poursuivre des entités et des individus en justice pour des actes commis en dehors de leur juridiction
 - Elle doit rendre responsables les entités liées à des actes de fonctionnaires, directeurs, employés et agents, où que soient commis ces actes



Considérations centrales pour garantir que la législation anti-corruption adaptée soit mise en œuvre de manière efficace

■ **Calculs / Considérations politiques**

- Renforcer le soutien grâce à des organisations locales et à l'autonomisation des citoyens
- Évaluer la volonté politique à étudier et à mettre en œuvre la législation anti-corruption
- Le soutien politique est nécessaire pour une application efficace de la législation anti-corruption
- Le soutien des entités privées est nécessaire

■ **Autorités spécialisées pour la poursuite et l'investigation anti-corruption**

- Fournir des ressources aux autorités spécialisées pour la poursuite et l'investigation anti-corruption visant à éradiquer la corruption nationale et internationale
- Donner des pouvoirs d'investigation et de citation à comparaître aux autorités spécialisées pour la poursuite et l'investigation anti-corruption

Considérations centrales pour garantir que la législation anti-corruption adaptée soit mise en œuvre de manière efficace

- **Méthode structurée d'imposition de pénalités et d'amendes pour conduite enfreignant la législation anti-corruption**
 - Fournir une structure basée sur les preuves pour émettre des pénalités et amendes aux entités et individus
 - Les pénalités et amendes doivent apporter une véritable sanction aux entités et individus qui enfreignent sciemment la législation anti-corruption
- **Méthode structurée de réduction des pénalités et des amendes**
 - Permettre aux entités et aux individus de réduire leurs pénalités et amendes en :
 - Révélant des infractions potentielles de la législation anti-corruption
 - Coopérant avec les autorités pendant l'enquête

Instruments pour appuyer la collaboration internationale en matière de lutte anti-corruption

- Convention sur la lutte contre la corruption de l'Organisation de coopération et de développement économiques
 - Un objectif est de faciliter les enquêtes et poursuites transfrontalières
- Accords/traités de collaboration bilatéraux
- Traités sur l'entraide judiciaire
- Coopération officielle pour l'application des lois
 - Échange d'informations opérationnelles et sur les enquêtes
 - Fournir une assistance technique
 - Identifier des écarts dans l'obtention de preuves de corruption
 - Élaborer et partager de nouvelles méthodes et techniques pour obtenir des preuves de corruption

Instruments pour appuyer la collaboration internationale en matière de lutte anti-corruption

■ **Collaboration informelle**

- Réseaux informels police-police
- Fournir des registres publics et localiser des individus
- Exécuter des demandes pour appuyer les enquêtes
- Mener des enquêtes conjointes
- Dialogue bilatéral sur la lutte anti-corruption et la collaboration
 - Renforce la confiance dans le fait que les enquêtes conjointes ne mettront pas les relations diplomatiques en danger

Opportunités de collaboration parlementaire avec le secteur privé pour appuyer une mise en œuvre efficace

- **Collaboration avec le secteur privé avant la mise en œuvre de la législation anti-corruption**
 - Réaliser des consultations externes et internes avec des parties prenantes clés, y compris des entités du secteur privé, des institutions gouvernementales et le public
 - Comprendre et aborder :
 - Les questions et préoccupations concernant l'application de la conformité dans le secteur privé
 - Coûts associés de la mise en œuvre et du suivi des programmes de conformité anti-corruption pour les entités du secteur privé
 - Impact sur les opérations commerciales nationales et internationales pour les entités du secteur privé
 - Délai d'intégration et de mise en œuvre de la législation anti-corruption

Efforts innovants du secteur privé pour réduire la corruption

- Technologie - Maîtriser les mégadonnées
 - Les entités du secteur privé utilisent la technologie, y compris l'intelligence artificielle, pour examiner, analyser et identifier les potentielles activités de corruption
 - Utilisation de la technologie pour uniformiser les efforts de diligence raisonnable liés aux tiers intermédiaires (consultants, agents, distributeurs, etc.)
- Outils d'analyse
 - Utilisation d'outils d'analyse permettant aux contrôleurs de lutter contre le risque de corruption, grâce à l'analyse en temps réel des transactions, à la modélisation prédictive, à la détection d'anomalies et aux algorithmes de cotation des risques
 - Utilisation d'analyses de données pour enquêter régulièrement sur les transactions dans les modèles de paiement et d'approvisionnement afin d'identifier des transactions suspectes

Merci!

Jaime B. Guerrero

555 S. Flower St., Suite 3300

Los Angeles, CA 90071

+1-213-972-4634 - O

+1-626-437-9654 – M

ATTORNEY ADVERTISEMENT. The contents of this document, current at the date of publication, are for reference purposes only and do not constitute legal advice. Where previous cases are included, prior results do not guarantee a similar outcome. Images of people may not be Foley personnel.

© 2017 Foley & Lardner LLP

 **FOLEY**
FOLEY & LARDNER LLP